

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1956-1957.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1957.

Rapport de la Commission de la Santé Publique et de la Famille chargée d'examiner le projet de loi contenant le budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1957.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1956-1957.

VERGADERING VAN 7 FEBRUARI 1957.

Verslag van de Commissie van Volksgezondheid en Gezin, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het dienstjaar 1957.

Présents : Mme CISELET, président; MM. CLAEYS Etn., Mlle DRIESSEN, MM. GANSEMAN, GILIS, Frans HOUBEN, Mmes LEHOUCK, MÉLIN, MM. MOULIN, REMSON, SOLAU, Mme SPAAK, MM. VAN BULCK, VANDERMEULEN, VERHAEST, et Mme VANDERVELDE, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission a consacré plusieurs séances à l'examen du budget, en présence de M. le Ministre de la Santé Publique.

Déclaration préalable du Ministre.

1. L'orientation générale de la politique du Département a été définie à diverses reprises à l'occasion de la discussion, tant des budgets des années précédentes, que des projets de loi créant l'Institut National du Logement, l'Institut National de l'Education physique et des sports, le Fonds d'Assistance. Cette orientation générale est restée la même.

2. L'exposé général du Ministre sur le budget 1957 se trouve dans les documents de la Chambre des Représentants (4-XX, 1 et 3). Un commissaire regrette que le Ministre ne donne pas à la Commission un exposé général. Toutefois, la majorité de la Commission, d'accord avec le Ministre, adopte la procédure suivante : les membres poseront des questions, auxquelles M. le Ministre répondra.

R. A 5264.

Voir :

Document du Sénat :

5-XX (Session de 1956-1957) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

De Commissie heeft aan de begroting verscheidene vergaderingen besteed in tegenwoordigheid van de Minister van Volksgezondheid.

Voorafgaande verklaring van de Minister.

1. De algemene strekking van de politiek van het Departement is herhaaldelijk uiteengezet bij de bespreking van de begrotingen der vorige jaren zowel als van de wetsontwerpen houdende oprichting van het Nationaal Huisvestingsinstituut en van het Nationaal Instituut voor de Lichamelijke Opvoeding en de Sport. Deze algemene strekking is dezelfde gebleven.

2. De algemene toelichting van de Minister bij de begroting 1957 is te vinden in de gedrukte stukken van de Kamer (4-XX, 1 en 3). Een lid betreurt het dat de Minister geen algemene uiteenzetting geeft in de Commissie. De meerderheid van de Commissie is het met de Minister eens om de volgende procedure te volgen : de leden zullen vragen stellen en de Minister zal er op antwoorden.

R. A 5264.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

5-XX (Zitting 1956-1957) : Ontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Présentation du budget.

Un membre fait observer que, la présentation du budget étant différente de celle des années précédentes, il est difficile de comparer les chiffres de 1956 avec ceux de 1957.

Réponse du Ministre : Ces comparaisons se trouvent dans le document de la Chambre. Elles n'ont pas été reprises dans le document contenant le texte transmis par la Chambre.

Logement.

Des explications sont demandées par plusieurs membres sur les amendements présentés par le Gouvernement et votés par la Chambre des Représentants. Ces amendements représentent une diminution totale de 32.715.000 francs. Ils sont justifiés comme suit : « réductions proposées dans le cadre des mesures générales prises par le Gouvernement en matière de politique des prix » (Chambre 4, XX, n° 3, page 8). Le Ministre déclare que rien dans ces réductions n'affecte la politique générale du Département.

Plusieurs membres s'inquiètent de la réduction de 27.000.000 de francs sur les crédits pour le logement (art. 28-9 : 1° 20.000.000, 2° 7.000.000).

Réponse du Ministre : La compression porte sur la différence d'intérêt dont la charge est supportée par l'Etat. Il a été fait appel aux capitaux de remploi des sociétés. Le Ministre signale qu'une première compression de 73.000.000 de francs a pu être réalisée sur les crédits logement de la Santé Publique (voir document sur la régularisation des crédits).

Un membre craint que ces compressions, représentant une réduction totale de 100 millions sur les crédits affectés au logement, aient une répercussion, selon lui funeste, notamment sur l'octroi des primes. Cet avis n'est pas partagé par la majorité de la Commission.

Un membre critique les critères de la Société Nationale du Logement qui, dans les cahiers des charges, imposent certains produits et matériaux selon des dimensions standard non usitées dans la fabrication belge (ex. : dimensions des portes intérieures).

Certaines administrations communales, ayant pris les devants en ce qui concerne la lutte contre les taudis, n'obtiennent pas les subsides pour la raison qu'elles n'auraient pas respecté les règles définies par l'arrêté royal. En effet, pour éviter tout retard, elles ont entamé les travaux avant la parution de l'arrêté royal, dont elles ne pouvaient donc connaître toutes les dispositions. Elles subissent là une sanction imméritée.

Inkleding van de begroting.

Een lid merkt op, dat het moeilijk is de cijfers voor 1956 en 1957 te vergelijken, aangezien de begroting anders ingekleed is dan de vorige jaren.

Antwoord van de Minister : Deze vergelijking wordt in het gedrukt stuk van de Kamer gemaakt. Zij is niet opgenomen in het gedrukte stuk dat de door de Kamer overgezonden tekst bevat.

Huisvesting.

Verscheidene leden vragen opheldering over de regeringsamendementen die de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd heeft. Deze amendementen leiden tot een globale vermindering met 32.715.000 frank en zijn als volgt verantwoord : « Verminderingen voorgesteld in het raam van de algemene maatregelen door de Regering genomen inzake prijzenpolitiek (Kamer 4, XX, n° 3, blz. 8). De Minister verklaart dat deze verminderingen in geen deele de algemene politiek van het Departement beïnvloeden.

Verscheidene leden zijn ongerust over de vermindering met 27.000.000 frank van de kredieten voor de huisvesting (art. 28-9 : 1° 20.000.000, 2° 7.000.000).

Antwoord van de Minister : De inkrimping vloeit voort uit het renteverskil waarvan de last door de Staat wordt gedragen. Er is een beroep gedaan op de wederbeleggingskapitalen van de maatschappijen. De Minister deelt mede dat er reeds een bedrag van 73.000.000 frank bezuinigd kon worden op de huisvestingskredieten van Volksgezondheid (zie stuk over de regularisatie van kredieten).

Een lid vreest dat die inkrimpingen, die tot een totale vermindering met 100 miljoen van de kredieten voor de huisvesting leiden, een noodlottige invloed zullen hebben o.m. op de toekenning van premien. De meerderheid van de Commissie deelt deze mening niet.

Een lid hekelt de criteria van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, die in haar bestekken producten en materialen van bepaalde standaardmaten oplegt die in België niet gebruikelijk zijn (b.v. : maten van binnendeuren).

Sommige gemeentebesturen zijn de Staat inzake krotopruiming vóór geweest en krijgen nu geen toelagen omdat zij de bij het koninklijk besluit bepaalde regelen niet nageleefd hebben. Om vertragen te voorkomen zijn zij natuurlijk met de werken begonnen, vooraleer het koninklijk besluit verschenen was en konden er dus alle bepalingen niet van kennen. Zij worden aldus onverdiend gestraft.

Le Ministre répond que des propositions d'amendement à l'extraordinaire peuvent être déposées et que les cas d'espèce seront examinés.

Faut-il nécessairement, pour qu'une commune obtienne l'autorisation de vendre une maison, qu'elle ait cinq taudis à démolir ? Si cette commune a été active depuis trente ans, elle peut n'avoir plus cinq taudis à démolir.

Le Ministre répond que l'octroi des crédits, jusqu'à nouvel ordre, reste en effet, en principe, subordonné à la démolition des taudis.

Toutefois les cas d'espèce peuvent être réexaminés.

Les anciens comités de patronage des habitations ouvrières ont été dissous, depuis la mise en application de la loi sur l'Institut National du Logement.

La Commission émet le vœu de voir intégrer, dans les comités régionaux du logement dépendant de l'Institut National, certains des membres particulièrement compétents et dévoués des anciens comités de patronage.

Œuvre Nationale de l'Enfance.

Plusieurs membres s'inquiètent de la réduction de 2.500.000 francs sur les crédits pour l'O.N.E. (art. 21/1b).

Réponse du Ministre : En ce qui concerne l'O.N.E. (21a), il s'agit d'une « réduction sur majoration » : par rapport à 1956, le projet de budget prévoyait initialement pour 1957 une majoration de subsides de 25 millions. La réduction proposée dans le cadre des mesures générales prises par le Gouvernement en matière de politique des prix étant de 2.500.000 fr. il reste par rapport à l'exercice 1956, une majoration de 22.500.000 francs.

La réduction doit porter sur l'accroissement — que certains jugent excessif — des dépenses d'administration, et non sur les dépenses de fonctionnement.

La Commission, unanime, émet un vœu dans ce sens.

Un membre souhaite que l'O.N.E. ait, en ce qui concerne les conditions d'installation des crèches agréées par elle, les mêmes exigences envers les entreprises privées qu'envers les administrations publiques. Ces exigences sont justifiées. Elles doivent donc être appliquées à toutes les crèches agréées par l'O.N.E. Il appartient au Département de la Santé Publique de veiller à ce qu'il en soit ainsi.

Plusieurs commissaires souhaitent que des subsides puissent être accordés aux Centres pour Pré-maturés, qui luttent utilement contre la mortalité infantile, et à certaines maternités, dont la situation financière est difficile.

Un autre commissaire demande si des subsides spéciaux de fonctionnement ne peuvent être alloués aux Services et Etablissements de Pédiatrie.

De Minister antwoordt dat op de buitengewone begroting amendementen kunnen worden voorgesteld en dat de bijzondere gevallen onderzocht zullen worden.

Moet een gemeente noodzakelijk vijf krotten op te ruimen hebben om toestemming te krijgen tot de verkoop van een huis ? Indien deze gemeente de laatste 30 jaren goed gewerkt heeft, is het mogelijk dat er geen vijf krotten overblijven.

De Minister antwoordt dat de kredietverlening tot nader order inderdaad ondergeschikt is aan de krotopruiming.

Bijzondere gevallen kunnen evenwel opnieuw onderzocht worden.

De vroegere beschermingscomité's voor de arbeiderswoningen zijn opgeheven sedert de wet op het Nationaal Huisvestingsinstituut in toepassing is gebracht.

De Commissie uit de wens dat sommige bijzonder onderlegde en toegewijde leden van de vroegere beschermingscomité's opgenomen worden in de gewestelijke huisvestingscomité's die van het Nationaal Instituut afhangen.

Nationaal Werk voor Kinderwelzijn.

Verscheidene leden zijn ongerust over de vermindering met 2.500.000 frank van de kredieten voor het N.W.K. (art. 21/1b).

Antwoord van de Minister : Wat het N.W.K. (21a) betreft, hier gaat het om een « vermindering van een verhoging » : in de aanvankelijke ontwerp-begroting voor 1957 was het bedrag van de toelagen 25 miljoen hoger dan in 1956. De vermindering die voorgesteld wordt in het kader van de algemene maatregelen door de Regering inzake prijs-politiek genomen, bedraagt 2.500.000 frank, zodat de vermeerdering tegenover het dienstjaar 1956 nog 22.500.000 frank belooft.

Het opzet is om de — door sommigen als overdreven beschouwde — aanwas van de administratiekosten maar niet de werkingsuitgaven te beperken.

De Commissie wenst eenparig dat dit moge geschieden.

Een lid wenst dat het N.W.K., wat de inrichting van de door haar erkende kinderbewaarplaatsen betreft, aan de private ondernemingen dezelfde eisen zal stellen als aan de openbare besturen. Deze eisen zijn gegrond en moeten dus gelden voor al de kinderbewaarplaatsen die het N.W.K. heeft erkend. Het Departement van Volksgezondheid dient hieraan de hand te houden.

Verscheidene leden wensen dat er toelagen verleend kunnen worden aan de Centra voor prematuren, die nuttig werk verrichten bij de bestrijding van de kindersterfte, en aan sommige kraaminrichtingen die in een benarde toestand verkeren.

Een ander lid vraagt of het niet mogelijk is om aan de diensten en inrichtingen voor kinderge-neeskunde speciale toelagen te verlenen.

Réponse du Ministre : Les conditions d'agrération ne doivent être, ni trop, ni trop peu rigoureuses. Une mise au point est nécessaire en ce qui concerne le règlement appliqué aux maternités, lequel a pu être considéré comme trop théorique. Il faut éviter les improvisations, n'être pas trop absolu, s'inspirer des situations de fait, éviter le « perfectionnisme ».

Un arrêté royal mettra au point les conditions d'agrération.

Les Etablissements de Pédiatrie sont des services hospitaliers qui, comme tels, reçoivent le montant de la journée d'entretien. Les maternités, elles, relèvent plus particulièrement de la médecine préventive. Elles sont nécessairement plus autonomes. Leurs objectifs sont particuliers. Il convient de distinguer les subsides de création, accordés par le Département des subsides de fonctionnement, accordés par l'O.N.E.

Un membre souhaite que le Ministre autorise l'O.N.E. à opérer des transferts de crédit de poste à poste de manière à ce qu'il ne soit opéré aucune réduction de subside aux colonies de vacances.

Le même commissaire regrette que les centres ayant fait un effort pour améliorer leurs installations et leur fonctionnement ne puissent bénéficier d'un subside supplémentaire, comme cela était prévu au budget initial de l'O.N.E.

Le Ministre répond qu'il n'a pas donné d'indications à l'O.N.E. sur les articles qui devaient être soumis à réduction.

* * *

La Commission a décidé, à l'unanimité, de consacrer deux journées — vers le printemps — à la visite des différents établissements gérés par l'O.N.E.

* * *

Distributions d'eau.

Un commissaire pose les questions suivantes :

a) L'ordre de priorité est-il effectivement respecté?

b) On a supprimé les subsides pour extension des distributions existantes, afin d'éviter l'accumulation des petites dépenses. Ce commissaire demande le rétablissement des subsides d'extension. Le moment est véritablement mal choisi pour les supprimer : la situation financière des communes ne leur permet pas de prendre ces extensions à leur charge.

Antwoord van de Minister : De erkenningsvoorwaarden mogen niet te ruim doch ook niet te eng worden gesteld. Wat het reglement op de kraaminrichtingen betreft, dit moet aangepast worden. Wij mogen hier niet improviseren, niet al te absoluut zijn, maar moeten uitgaan van feitelijke toestanden : « perfectionisme » is uit den boze.

De erkenningsvoorwaarden zullen bij koninklijk besluit bepaald worden.

De inrichtingen voor kindergeneeskunde zijn hospitaaldiensten, die als zodanig gesubsidieerd worden. Doch de kraaminrichtingen ressorteren eerder onder de preventieve geneeskunde. Zij hebben noodzakelijkerwijze meer zelfstandigheid. Zij hebben een eigen doel. Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de oprichtingstoelagen, die door het Departement worden verleend, en de werkingstoelagen, die door het N.W.K. worden uitgekeerd.

Een lid wenst dat het N.W.K. van de Minister toestemming zou krijgen om kredieten van de ene post naar de andere over te schrijven, opdat de toelage voor de vacatiekolonies niet verminderd wordt.

Hetzelfde lid betreurt het dat de centra die een poging gedaan hebben om hun installaties en arbeidsmethodes te verbeteren, geen extra-toelage ontvangen, zoals in de aanvankelijke begroting van het N.W.K. bepaald was.

De Minister antwoordt dat hij aan het N.W.K. niet heeft voorgeschreven welke artikelen moesten worden verminderd.

* * *

De Commissie heeft eenstemmig besloten in het voorjaar een tweedaags bezoek te brengen aan de verschillende inrichtingen, die het N.W.K. beheert.

* * *

Watervoorziening.

Een lid stelt de volgende vragen :

a) Wordt de orde van voorrang werkelijk nageleefd ?

b) De kredieten voor de uitbreiding van de bestaande waterleidingen zijn afgeschaft, om een opeenhoping van kleine uitgaven te voorkomen. Dit lid vraagt om de uitbreidingskredieten opnieuw te verlenen. Het ogenblik is werkelijk slecht gekozen om ze af te schaffen, daar de gemeenten, ingevolge hun financiële toestand, de uitbreidingen niet op eigen kosten kunnen uitvoeren.

Réponse du Ministre : La priorité pour les distributions d'eau est respectée, mais différents éléments doivent entrer en ligne de compte : l'état du dossier les besoins régionaux, la répartition selon les régions linguistiques. La ligne de conduite est d'achever les réseaux commencés avant d'en entamer d'autres.

Quant aux subsides pour extension, il y a beaucoup de demandes. On cherche à réserver les crédits aux nouvelles distributions.

Il n'y a pas contradiction entre ces deux déclarations : si les extensions demandées sont proportionnellement vraiment importantes, le subside pourra être attribué. Les cas particuliers seront examinés.

Désirant encourager plutôt l'établissement de nouveaux services d'eau potable, le Ministre ne peut affecter une partie trop importante des crédits disponibles au subventionnement des extensions. Ces subventions sont accordées en tenant compte de différents éléments et notamment de l'importance de l'entreprise et des moyens financiers des communes intéressées.

* *

Lutte contre les Maladies Sociales.

Poliomyélite.

Plusieurs commissaires demandent des précisions : sur l'extension actuelle de l'épidémie — sur l'intervention de Département en ce qui concerne la vaccination — sur la surveillance des organismes qui prétendent assurer contre les risques de poliomyélite.

Réponse du Ministre : l'épidémie a été moins aiguë en 1956 qu'en 1955; les formes méningées semblent avoir été plus bénignes. On peut attribuer partiellement ces faits favorables aux traitements instaurés et aux mesures d'urgence qui ont été prises.

Quant au vaccin, la Commission compétente donnera prochainement son avis sur l'innocuité du vaccin. Il n'est pas encore certain que le vaccin puisse être considéré comme réellement préventif. Par conséquent le Département se borne à ne pas en déconseiller l'emploi.

Quant à l'assurance contre la poliomyélite : le contrôle des assurances appartient au Département des Affaires Economiques. Il y a lieu évidemment de mettre le public en garde contre les abus en cette matière.

La Commission unanime manifeste son inquiétude devant les démarches de certains organismes, et souhaite que la très particulière attention du Ministre et du Département des Affaires Economiques soit attirée sur la question.

Antwoord van de Minister : De orde van voorrang voor de watervoorziening wordt nageleefd, maar er valt rekening te houden met verschillende factoren : de stand van het dossier, de regionale behoeften, de verdeling volgens de taalstreken. Als regel geldt dat de in aanleg zijnde netten worden voltooid vooraleer met nieuwe wordt begonnen.

Er zijn veel aanvragen om toelagen voor uitbreiding. Men zoekt de kredieten te reserveren voor de nieuwe leidingen.

Deze twee verklaringen spreken elkaar niet tegen : wanneer de aangevraagde uitbreidingen naar verhouding werkelijk belangrijk zijn, kan een toelage worden verleend. Bijzondere gevallen zullen worden onderzocht.

Daar de Minister liever de aanleg van nieuwe leidingen bevordert, kan hij geen al te groot deel van de beschikbare kredieten voor subsidiëring van uitbreidingen bestemmen. Deze toelagen worden verleend met inachtneming van verschillende factoren, met name de omvang van het werk en de financiële middelen van de betrokken gemeenten.

* *

Bestrijding van de sociale ziekten.

Poliomyelitis.

Enige commissieliden vragen inlichtingen over de uitbreiding van de epidemie, over de hulp van het Departement inzake inenting en over het toezicht op de lichamen die de poliomyelitisrisico's beweren te verzekeren.

Antwoord van de Minister : De epidemie was in 1956 minder scherp dan in 1955; de meningeale vormen schijnen goedaardiger te zijn geweest. Deze gunstige feiten kunnen gedeeltelijk toegeschreven worden aan de toegepaste behandeling en aan de getroffen spoedmaatregelen.

Wat de entstof betreft : de bevoegde Commissie zal binnenkort advies uitbrengen over de onschadelijkheid van de entstof. Het is nog niet zeker dat deze werkelijk als preventief kan worden beschouwd. Bijgevolg beperkt het Departement zich er toe, het gebruik van de entstof niet af te raden.

Op het stuk van de verzekering tegen poliomyelitis behoort de controle tot de bevoegdheid van het Departement van Economische Zaken. Natuurlijk dient het publiek tegen misbruiken gewaarschuwd te worden.

De Commissie geeft eensgezind uiting aan haar ongerustheid over het optreden van bepaalde organisaties en wenst dat de zeer bijzondere aandacht van de Minister en van het Departement van Economische Zaken op deze zaak gevestigd moge worden.

Prophylaxie de la tuberculose.

Un membre s'étonne de ce que, sur un total de 94.994.000 francs prévu à l'article 21-3, 88.000.000 soient consacrés à la prophylaxie de la tuberculose. Cette part n'est-elle pas excessive ?

Un membre demande si l'on peut être sûr que l'augmentation du nombre de cas constatés ne soit dû qu'au seul dépistage. N'y a-t-il pas eu effectivement une augmentation du nombre des cas ?

Le Ministre répond qu'il convient d'ajouter à ces 94.994.000 francs les 43.175.000 francs prévus à l'article 21-6.

Le dépistage de la tuberculose, énergiquement mené au cours de l'exercice précédent, a nécessité en 1956 des crédits supplémentaires de l'ordre de 14 millions pour les examens de masse. En raison de ces crédits supplémentaires, le crédit a pu être ramené pour le budget 1957 à 94.994.000 francs ;

Ce n'est certes pas le moment de réduire notre effort dans la lutte contre la tuberculose, alors que nous tenons — peut-on dire — la clé du problème. L'infection tuberculeuse peut être considérée comme stoppée — sinon en recul — grâce notamment :

- à l'élévation du niveau de vie ;
- à une meilleure hygiène sociale ;
- à l'amélioration du logement ;
- à l'action spécifique des anti-biotiques.

Le nombre de décès dus à la tuberculose a diminué de moitié depuis 10 ans. Mais d'autre part, le dépistage systématique en cours donne un plus grand nombre de cas dépistés, donc un nombre plus grand d'interventions nécessaires. Au surplus, le Ministre se déclare d'accord pour étendre le dépistage notamment aux affections cardiaques et cancéreuses — ce qui donne satisfaction au commissaire qui a posé la question.

Diverses questions sont posées au sujet des émanations de gaz nocifs. Ces questions touchent au domaine, de plus en plus vaste, des maladies professionnelles.

Asthme.

Un commissaire s'inquiète de savoir quelles sont les interventions du Département en faveur des asthmatiques. Voici la réponse :

« Le Département est conscient de l'existence d'un problème médico-social relatif à l'asthme. Cette maladie constitue, chez les enfants surtout, mais aussi chez les adultes, un handicap physique important qui permet de ranger cette maladie parmi les maladies sociales.

» Toutefois, il n'appartient pas au Département de prendre l'initiative dans ce domaine. Jusqu'à présent, il n'est pas à la connaissance de l'Administration qu'il existe des organismes qui s'occupent

Tering-prophylaxe.

Een lid is verwonderd dat, van het op artikel 21-3 uitgetrokken bedrag van 94.994.000 frank, 88 miljoen besteed wordt aan de tering-prophylaxe. Is dit niet overdreven ?

Een lid vraagt of men de zekerheid heeft dat de vermeerdering van het aantal geconstateerde gevallen alleen aan de opsporing te wijten is. Is er geen werkelijke stijging van het aantal gevallen waar te nemen ?

De Minister antwoordt dat bij deze 94.994.000 fr. de 43.175.000 frank van artikel 21-6 moeten worden gevoegd.

Voor de opsporing van de tuberculose, die tijdens het vorige dienstjaar krachtadig werd aangevat, was in 1956 een bijkrediet van 14 miljoen nodig voor massaonderzoek. Dientengevolge kon het krediet op de begroting voor 1957 verlaagd worden tot 94.994.000 frank ;

De tijd is zeker nog niet gekomen om onze inspanning inzake tuberculosebestrijding te verminderen, nu wij om zo te zeggen de sleutel van het probleem in handen hebben. Men mag aannemen dat de tuberculosebesmetting tot staan is gebracht, zoniet achteruitgaat, dank zij vooral :

- de hogere levensstandaard ;
- een betere sociale hygiëne ;
- de verbetering van de huisvesting ;
- de specifieke werking van de antibiotica.

Het aantal aan tuberculose te wijten sterfgevallen is de laatste tien jaren tot de helft geslonken. Maar aan de andere kant brengt de systematische opsporing een groter aantal gevallen aan het licht, zodat er ook vaker moet worden ingegrepen. Verder verklaart de Minister akkoord te gaan om de opsporingen uit te breiden tot de hart- en kankeraandoeningen, wat het lid, dat de vraag heeft gesteld, voldoet.

Verscheidene vragen worden gesteld in verband met de uitwasemingen van schadelijke gassen. Hier betreedt men het steeds ruimer wordende terrein van de beroepsziekten.

Asthma.

Een lid vraagt wat het Departement doet voor de asthmaliijders. Ziehier het antwoord :

« Het Departement geeft er zich wel degelijk rekenschap van dat er een sociaal-geneeskundig vraagstuk bestaat in verband met de asthma. Deze ziekte is, vooral voor de kinderen, maar ook voor de volwassenen, een grote fysieke handicap, zodat zij tot de sociale ziekten moet worden gerekend.

» Het komt echter niet aan het Departement toe op dit gebied de eerste stappen te doen. Tot dusverre heeft de Administratie geen kennis gekregen van het bestaan van organisaties die zich speciaal

spécialement de cette affection et des conséquences sociales qui en découlent. Certaines institutions possèdent toutefois des sections réservées aux malades porteurs de cette infirmité et il existe à la Côte plusieurs institutions qui reçoivent notamment des enfants asthmatiques, soit dans le cadre de la prévention de la tuberculose, soit dans le cadre du thermalisme social. »

Des membres demandent si un crédit indicatif ne pourrait figurer au budget en ce qui concerne les enfants asthmatiques ?

Réponse du Ministre : Il n'y a pas lieu de s'engager dans la voie de dépenses imprévisibles, dont on ne peut mesurer les incidences budgétaires.

Cancer.

En ce qui concerne la lutte contre le cancer, le subside de 15 millions prévu au budget 1956 est maintenu :

article 21-3b, action anti-cancéreuse : 3.200.000 fr. ;

article 21-6b subside aux centres anti-cancéreux universitaires, en vue d'aider de façon efficace l'activité scientifique de ces institutions : 11.800.000 fr.

Lutte contre l'Alcoolisme.

La Commission, unanime, marque son accord sur l'amendement voté par la Chambre à l'article 21-3 : augmentation de 250.000 francs, destinée à maintenir à 1.000.000 de francs le subside annuel au Comité National contre l'Alcoolisme (4-XX, n° 4).

Recherche scientifique médicale. — Article 21-6 D :

Subsides destinés à permettre les recherches et travaux entrepris ou projetés par des laboratoires ou chercheurs qualifiés sur des problèmes susceptibles de faire progresser la science médicale : 10 millions.

Pour la première fois, un crédit destiné à encourager le perfectionnement et la recherche scientifique dans le domaine de la médecine figure au budget de la Santé Publique.

La Commission unanime approuve cette initiative.

Le Ministre, tout en regrettant de n'avoir pu prévoir un crédit plus large, déclare qu'il s'agit surtout d'établir un plan de départ, le but étant aussi bien d'éviter la dispersion des efforts que de solliciter et d'encourager ceux-ci en donnant aux chercheurs à la fois des moyens d'action, un plan de répartition et un guide.

inlaten met deze aandoeningen en de sociale gevolgen ervan. Wel zijn er in sommige instellingen speciale afdelingen voor zulke ziekten en aan de kust bestaan er verscheidene instellingen die o.m. aan asthma lijdende kinderen opnemen, hetzij in het kader van de preventieve tuberculosebestrijding, hetzij in het kader van de sociale badkuurorganisatie. »

Enige leden vragen of het niet mogelijk is op de begroting een stelpost uit te trekken voor aan asthma lijdende kinderen ?

Antwoord van de Minister : Wij mogen ons niet begeven op het pad van de onberekenbare uitgaven, waarvan de begrotingsweerslag niet te schatten is.

Kanker.

Inzake kankerbestrijding wordt de 15 miljoen van de begroting 1956 gehandhaafd :

artikel 21-3b, kankerbestrijding: 3.200.000 frank;

artikel 21-6b, toelagen aan universitaire centra voor kankerbestrijding, om op afdoende wijze de wetenschappelijke activiteit van deze inrichtingen te steunen : 11.800.000 frank;

Bestrijding van het Alcoholisme.

De Commissie stemde eenparig in met het amendement dat de Kamer heeft aangenomen op artikel 21-3 : verhoging met 250.000 frank om de jaarlijkse toelage voor het Nationaal Antialcoholcomité op 1 miljoen frank te handhaven (4-XX, n° 4).

Wetenschappelijk onderzoek inzake geneeskunde. Artikel 21-6 D.

Toelagen bestemd om door laboratoria of bevoegde zoekers ondernomen of ontworpen opzoekingen en werken, aangaande problemen die vatbaar zijn de medische wetenschap in ons land te bevorderen, mogelijk te maken : 10.000.000 frank.

Voor de eerste maal bevat de begroting van Volksgezondheid een krediet om het wetenschappelijk onderzoek inzake geneeskunde te vervolmaken en te bevorderen.

De Commissie keurt dit initiatief eenparig goed.

De Minister betreurt het dat hij geen ruimer krediet heeft kunnen uittrekken, doch, naar hij verklaarde, is het vooral de bedoeling een uitgangspunt vast te stellen om aan de ene kant versnippering van krachten te voorkomen en aan de andere kant onderzoekingen uit te lokken en deze te bevorderen door aan de betrokkenen actiemiddelen, een omslagplan en een leidraad te geven.

En accord avec le F.N.R.S., un Fonds de la Recherche Médicale sera constitué par arrêté royal, dès le vote du budget. Un Conseil scientifique médical, comptant notamment des représentants des quatre universités et un délégué permanent du Ministre, assistera celui-ci dans la répartition des subventions.

Subsides aux quatre universités à titre d'intervention dans les charges supplémentaires résultant, dans la gestion des hôpitaux universitaires, des nécessités de l'enseignement et de la recherche scientifique : 20 millions - Article 21-6 C.

Un Commissaire pose au Ministre la question de savoir si les universités ont le droit de retenir, sous prétexte de recherche scientifique, une partie de ce fonds.

Selon ce membre, une telle pratique pourrait apparaître sous le jour fâcheux d'une sorte de « commission », prélevée abusivement par une université sur des fonds qui ne lui sont nullement destinés, la mission qui lui est confiée par le département consistant seulement à contrôler l'emploi du subside.

Ce membre attend du Ministre qu'il donne à ce sujet des instructions formelles.

* *

Politique familiale du Département.

Aides familiales.

Article 21-5.

Un membre demande si les services créés par les communes ou les Commissions d'Assistance publique peuvent intervenir en faveur de personnes aisées.

La réponse du Ministre est affirmative. Il est certain que la notion d'aide aux seuls indigents est dépassée par l'institution même de la Sécurité Sociale, mais si — comme par exemple dans la commune citée par le commissaire qui a posé la question — le service familial de la commune ou de l'Assistance publique intervient pour des personnes aisées, il est normal que celles-ci paient, intégralement soit au moins partiellement, le coût des services dont elles ont bénéficié.

Un membre fait observer que le Département applique ce règlement avec trop de rigueur.

Un autre commissaire demande si des crédits pour l'extension, tant des services d'aides-familiales que des centres de formation, sont prévus.

Le Ministre répond que la dépense est fonction du nombre de cycles de formation à subventionner. Ceux-ci ont passé de 30 en 1954 à 41 en 1956. Il est prévu que leur nombre croîtra encore en 1957. Il faudra, dans ce cas, recourir à des crédits supplémentaires.

In overleg met het N.F.W.O. zal bij koninklijk besluit een Fonds voor Geneeskundig Onderzoek worden opgericht, zodra de begroting is aangenomen. Dit Fonds zal bij de verdeling van de toelagen worden ter zijde gestaan door een Wetenschappelijke Geneeskundige Raad, waarin o.m. vertegenwoordigers van de vier universiteiten en een vast afgevaardigde van de Minister zitting zullen hebben.

Toelagen aan de vier universiteiten als tussenkomst in de bijkomende lasten die in het beheer der universitaire hospitalen voortspruiten uit de noodwendigheden van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek : 20 miljoen - Artikel 21-6 C.

Een lid vraagt aan de Minister of de universiteiten het recht hebben een deel van deze toelagen in te houden onder voorwendsel van wetenschappelijk onderzoek.

Volgens dit lid zou een dergelijke praktijk de ongelukkige schijn kunnen wekken van een soort « commissieloon », door een universiteit wederrechtelijk ingehouden van gelden die niet voor haar bestemd zijn, aangezien het Departement haar alleen heeft opgedragen om de aanwending van de toelagen te controleren.

Dit lid verwacht dat de Minister hieromtrent uitdrukkelijke instructies zal geven.

* *

Gezinspolitiek van het Departement.

Familiale helpsters.

Artikel 21-5.

Een lid vraagt of de diensten, die de gemeenten of de openbare onderstand hebben opgericht, hulp kunnen verlenen aan goeode personen.

Het antwoord van de Minister luidt bevestigend. Het is zeker dat de uitsluitende hulpverlening aan behoeftigen achterhaald is door de instelling van de maatschappelijke zekerheid, maar indien de dienst voor gezinshulp, zoals in de gemeente die het lid heeft genoemd, bijstand verleent aan goeode personen, is het normaal dat dezen de kosten van de genoten diensten geheel of althans ten dele vergoeden.

Een lid merkt op dat het Departement dit reglement al te streng toepast.

Een ander lid vraagt of er kredieten uitgetrokken zijn om zowel de diensten als de opleidingscentra voor familiale helpsters uit te breiden.

De Minister antwoordt dat de uitgave afhangt van het aantal te subsidiëren opleidingscyclussen. In 1954 waren er 30, in 1956 41. Verwacht mag worden dat het aantal in 1957 nog zal stijgen. In dat geval zullen bijkredieten moeten worden aangevraagd.

Pour le surplus, l'aide directe aux familles relève, en ce qui concerne les avantages sociaux, du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale. De toute manière, le Gouvernement a annoncé son intention d'augmenter les ressources des familles en se basant sur le plan des charges réelles.

Inspection médicale scolaire.

Plusieurs commissaires se sont préoccupés de de savoir où en est l'action du Département dans ce domaine. D'autres se plaignent, au sujet des *Centres de Santé*, de la longueur des formalités pour l'obtention des subsides. Le Ministre répond que cette procédure, lente en effet, est conforme aux dispositions en vigueur.

Le Département s'efforce de remédier à la longueur des délais.

Des crédits figurent à l'Extraordinaire, crédits Santé Publique, en vue de l'octroi de subsides aux bâtiments pour les Centres de santé. Au sujet de l'inspection médicale scolaire, le Ministre répond qu'il s'agit là d'un point important de la médecine préventive. Si, pour la petite enfance, un gros effort a été réalisé dans le cadre de l'O.N.E., à partir de l'âge scolaire il reste beaucoup à faire. Le projet de loi réorganisant l'inspection médicale scolaire est actuellement soumis au Conseil d'Etat.

Fonds spécial d'Assistance.

Un membre signale que dans certains cas — par exemple celui d'un mineur pensionné à 38.000 fr. placé dans un établissement pour malades mentaux — les deux tiers de la pension étant retenus pour couvrir les frais d'internement, il reste à l'épouse un tiers de la pension, soit 12.333 francs, pour faire face aux charges de la maison, à son propre entretien et aux petits frais supplémentaires pour le malade. Le Fonds spécial ne pourrait-il, dans de tels cas, se contenter d'une retenue de 50 p. c. sur la pension ?

Le Ministre répond que cette question concerne, soit le Fonds des pensions des mineurs soit le Ministère du Travail. Il s'agit de la quotité cessible prévue en cas d'hospitalisation dans des établissements publics.

Service Social du Département.

Chapitre I, article 8/d : 1.250.000 francs.

Le crédit pourra être utilisé sous forme de subvention à une A.S.B.L.

Plusieurs commissaires, constatant l'accroissement constant des services sociaux des départements ministériels, posent des questions sur le contrôle exercé par le Département. La gestion des fonds est-elle paritaire ?

Voor het overige hangt de rechtstreekse gezins-hulp af van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg, wat de sociale voordelen betreft. De Regering heeft in elk geval haar voornemen te kennen gegeven de gezinsinkomsten te verhogen op basis van de werkelijke lasten.

Geneeskundig schooltoezicht.

Verscheidene leden hebben gevraagd hoever het met de actie van het Departement op dit gebied staat. Anderen deden, in verband met de *Gezondheidscentra*, hun beklag over het aanslepen van de formaliteiten voor het verkrijgen van toelagen. De Minister geeft toe dat de procedure traag is, maar overeenstemt met de terzake geldende bepalingen.

Het Departement probeert de termijnen te verkorten.

Op de buitengewone begroting zijn voor Volksgezondheid kredieten uitgetrokken tot het verlenen van toelagen voor de gebouwen der gezondheidscentra. Met betrekking tot het geneeskundig schooltoezicht, antwoordt de Minister dat dit een belangrijk onderdeel van de preventieve geneeskunde is. Al is er voor de kleuters een ernstige inspanning gedaan binnen het kader van het N.W.K., toch blijft er nog heel wat te doen voor de schoolgaande jeugd. Het wetsontwerp tot reorganisatie van het geneeskundig schooltoezicht is voorgelegd aan de Raad van State.

Speciaal Onderstandsfonds.

Een lid betoogt dat, in sommige gevallen — bv. een mijnwerker met 38.000 frank pensioen die in een inrichting voor geestesziekten is opgenomen — twee derde wordt ingehouden ter bestrijding van de opnemingskosten, zodat de echtgenote nog één derde van het pensioen, d.i. 12.333 frank, overhoudt om te voorzien in de kosten van het huishouden, in haar eigen onderhoud en in de kleine extra-kosten voor de zieke. Zou het Speciaal Fonds zich in dergelijke gevallen niet kunnen vergenoegen met 50 pct. van het pensioen ?

De Minister antwoordt dat deze vraag ofwel het Pensioenfonds voor Mijnwerkers ofwel het Ministerie van Arbeid aangaat. Het betreft hier het overdraagbaar gedeelte in geval van opneming in openbare inrichtingen.

Sociale Dienst van het Departement.

Hoofdstuk I, artikel 8/d : 1.250.000 frank.

Het krediet zal mogen aangewend worden in de vorm van een toelage aan een V.Z.W.

Verscheidene leden merken op dat de uitgaven voor de sociale diensten van de ministeriële departementen voortdurend toenemen en stellen in dit verband vragen over de controle die het Departement uitoefent. Worden de gelden paritair beheerd ?

Un autre membre demande si l'on s'assure, avant d'accorder une aide dans ce domaine, que les intéressés ont fait preuve de prévoyance. Leur affiliation à une mutualité devrait être une condition préalable. Les interventions du service social devraient être limitées à des circonstances exceptionnelles. En aucun cas le service social ne doit couvrir tous les frais. L'enquête sociale doit être rigoureuse. On a vu de hauts fonctionnaires émarger aux services sociaux des Départements, ce qui est inadmissible.

Le Ministre répond qu'il existe maintenant un arrêté réglant ces questions.

* *

*Institut National de l'Education Physique
et des Sports.*

Un membre regrette qu'aucun parlementaire ne fasse partie du Conseil d'administration de l'I.N.E.P.S.

Le Ministre répond qu'il en a décidé ainsi parce que cet Institut gère des fonds venant de l'extérieur. Le Ministre rappelle qu'il a, au contraire, fait entrer des parlementaires dans le Conseil d'administration de l'Institut du Logement, qui est un organisme d'étude et de recherche.

Ce membre demande quel est le montant des ressources procurées jusqu'à présent à l'I.N.E.P.S. par les concours de pronostics.

Quel est le rendement moyen par dimanche et de quelles sociétés provient-il ?

Le même membre demande également si de nouvelles initiatives ont déjà été prises grâce à ces ressources.

Le Ministre répond : ces sommes se sont élevées, au 15 décembre 1956, à 21.986.655 francs, y compris les 3.000.000 de francs versés avant le vote de la loi. Les prévisions ont été dépassées. D'autre part, le marché des pronostics se trouve assaini. Certaines manœuvres ont été déjouées. Au surplus, un nouvel arrêté royal est en préparation. Le volume des subsides à l'Education Physique n'est pas en régression, bien au contraire. On a maintenu tout ce qui était acquis.

Un membre, rappelant que la délégation belge à Melbourne comptait 14 officiels pour 55 athlètes, demande si cette proportion n'est pas excessive ?

Le Ministre fait remarquer qu'il s'agit de la même proportion que celle existant dans d'autres pays.

La Commission, unanime, émet à nouveau le vœu que le Département surveille de près l'établissement d'un contrôle médical sportif complet et efficace.

L'I.N.E.P.S. a étudié un projet d'arrêté royal à ce sujet. Des crédits s'y rapportant figurent à son budget.

* *

Een ander lid vraagt of vóór de hulpverlening wordt nagegaan of belanghebbenden blijk van vooruitzicht hebben gegeven. Het lidmaatschap van een ziekenkas zou een voorafgaande voorwaarde moeten zijn. De sociale dienst zou alleen in uitzonderlijke omstandigheden mogen helpen. In geen geval zou hij al de kosten op zich mogen nemen. Het sociaal onderzoek moet zeer streng zijn. Er is gebleken dat hoge ambtenaren steun hebben genoten van de sociale diensten van de Departementen, wat onaannemelijk is.

De Minister antwoordt dat deze aangelegenheden thans bij besluit geregeld zijn.

* *

*Nationaal Instituut voor de Lichamelijke Opvoeding
en de Sport.*

Een lid betreurt het dat geen enkel parlamentslid deel uitmaakt van de Raad van beheer van het N.I.L.O.S.

De Minister antwoordt dat hij deze beslissing genomen heeft omdat het Instituut gelden beheert die van buiten komen. Daarentegen heeft hij wel parlamentsleden opgenomen in de Raad van beheer van het Instituut voor de Huisvesting, dat louter aan studie en onderzoek doet.

Dit lid vraagt welke inkomsten de prognostiekwedstrijden tot nog toe aan het N.I.L.O.S. hebben verschaft.

Welk is de gemiddelde opbrengst per Zondag en uit welke maatschappijen komt het voort ?

Hetzelfde lid vraagt nog of reeds nieuwe initiatieven werden genomen als gevolg van deze opbrengst.

De Minister antwoordt dat deze inkomsten op 15 December 1956 21.986.655 frank bedroegen, met inbegrip van de 3 miljoen die vóór de aanneming van de wet gestort waren. De ramingen werden overtroffen. Aan de andere kant is de prognostiekmarkt gesaneerd. Sommige manœuvres werden vrijdeld. Bovendien is een nieuw koninklijk besluit in voorbereiding. De toelagen voor de lichamelijke opvoeding werden niet verminderd, integendeel. Alles wat reeds toegestaan was, blijft gehandhaafd.

Een lid wijst er op dat de Belgische afvaardiging voor Melbourne 14 officiële personen tegen 55 atleten telde en vraagt of deze verhouding niet overdueren is.

De Minister merkt op dat de verhouding dezelfde is in andere landen.

De Commissie spreekt opnieuw eenparig de wens uit dat het Departement scherp zal toezien op de instelling van een volledige en doeltreffende geneeskundige controle inzake sport.

Het N.I.L.O.S. bestudeert een ontwerp van koninklijk besluit op dit stuk. Hiervoor zijn kredieten op zijn begroting uitgetrokken.

* *

Etablissements de Défense sociale.

Plusieurs commissaires renouvellent leurs observations des années précédentes sur l'insuffisance du nombre des médecins dans ces établissements. Ceux-ci, pendant plusieurs années, ont relevé à la fois du Département de la Justice — parce qu'il s'agit de l'application de sentences judiciaires — et du Département de la Santé Publique — parce que la mesure d'internement prise à l'égard de ces personnes dans l'intérêt de la Défense sociale a aussi le caractère d'une « sentence thérapeutique ».

La double appartenance ministérielle ne s'étant pas démontrée favorable à l'évolution, pourtant si nécessaire, des Etablissements de Défense sociale, ceux-ci dépendent à nouveau du seul Département de la Justice.

Les commissaires qui s'intéressent à la question prennent acte de cette circonstance; ils réservent leurs observations sur ce sujet à la discussion du budget de la Justice.

* *

Les crédits inscrits au budget et relatifs aux dommages aux personnes ont été examinés par votre Commission de la Reconstruction. (Voir doc. Sénat, n° 92, session de 1956-1957: rapport de M. Camby. — Voir également Doc. Chambre, 4-XX, session de 1956-1957, n° 3: avis donné par la Commission de la Reconstruction à la Commission de la Santé Publique et de la Famille de la Chambre des Représentants.)

Ces crédits s'élèvent à 423.156.000 francs sur le total de 2.475.944.000 francs, prévu pour le Ministère de la Santé Publique et de la Famille.

Le projet de budget, tel qu'il a été transmis par la Chambre, est voté par 10 voix contre 8.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité, moins 1 abstention.

Le Rapporteur,
J.-E. VANDERVELDE.

Le Président,
G. CISELET.

Inrichtingen voor sociaal verweer.

Verscheidene leden herhalen hun opmerkingen van de vorige jaren, nl. dat er te weinig artsen in deze inrichtingen werkzaam zijn. Dezen hebben enkele jaren afgehangen van het Departement van Justitie — omdat er rechterlijke uitspraken moeten worden uitgevoerd — en van het Departement van Volksgezondheid — omdat de internering van de betrokkenen een maatregel van sociaal verweer is, die ook het karakter van « therapeutische uitspraak » draagt.

Aangezien deze tweevoudige afhankelijkheid de nochtans zo noodzakelijke ontwikkeling van de inrichtingen voor sociaal verweer niet heeft in de hand gewerkt, ressorteren zij nu weer uitsluitend onder het Departement van Justitie.

De leden die voor dit probleem belangstelling hebben, nemen hiervan akte en zullen hun opmerkingen bij de behandeling van de begroting van Justitie maken.

* *

De op de begroting uitgetrokken kredieten betreffende de schade aan personen zijn door uw Commissie van Wederopbouw onderzocht. (Zie Gedr. St., Senaat, n° 92, zitting 1956-1957, verslag van de h. Camby. — Zie ook Gedr. St., Kamer, 4-XX, zitting 1956-1957, n° 3: advies van de Commissie voor Wederopbouw aan de Commissie voor Volksgezondheid en Gezin van de Kamer.)

Deze kredieten bedragen 423.156.000 frank op het totaal van 2.475.944.000 frank dat uitgetrokken is voor het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin.

Het ontwerp van begroting wordt, zoals het door de Kamer is overgezonden, met 10 tegen 8 stemmen aangenomen.

Dit verslag is, op 1 onthouding na, eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
J.-E. VANDERVELDE.

De Voorzitter,
G. CISELET.